



Créteil, le 24 novembre 2015

Monsieur le Président du CHSCT,

Les élu(e)s Solidaires Finances, CGT Finances et FO Finances du Val-de-Marne ont régulièrement dénoncé l'absence totale de vrai dialogue social dans notre département.

En ne modifiant qu'à la marge certains plans (malgré les très nombreuses observations formulées lors des groupes de travail des 1^{er} et 2 octobre, les séances plénières des 9, 15 octobre et 3 novembre), vous avez ainsi démontré votre **mépris** des obligations réglementaires, des agents et de leurs représentants !

Mais votre suffisance vient de franchir un nouveau cap, **en travestissant les votes des élus en CHSCT** dans le sens qui vous arrange, afin de tenter d'obtenir l'assentiment des membres du Comité Technique Local (CTL) !!!

Nous vous le répétons donc **POUR LA ÉNIÈME FOIS**, Monsieur le Président du CHSCT, nous n'avons pas refusé de voter, mais avons simplement demandé de **surseoir au vote** dans l'attente des résultats de l'expertise et de la médiation !

Vous voudrez bien, M. BRUNET Président du CHSCT, en informer M. BRUNET Président du CTL de la DDFiP du Val-de-Marne, qui n'est visiblement pas au courant !

Face à un tel comportement, et à une nouvelle démonstration de parodie de dialogue social, les élu(e)s en CTL de Solidaires Finances, CGT Finances et FO Finances du Val-de-Marne ont décidé de boycotter les 2 convocations, **les instances représentatives n'étant nullement de simples chambres d'enregistrement !!!**

Et que dire de la considération dont vous avez fait preuve à l'égard des représentants des autres administrations (en ergotant sur l'inversion des points à l'ordre du jour, afin de permettre d'étudier les points les concernant en premier, pour pouvoir ensuite les libérer) !

Que dire de l'enquête sur l'accueil, que vous avez totalement faussée en omettant d'informer les membres de la Commission d'enquête de la décision de procéder à une

deuxième demi-journée de fermeture de l'accueil au public, ainsi que de l'expérimentation de l'accueil sur rendez-vous !

Que dire de l'enquête sur les conditions de vie au travail au SIE de L'Hay-les-Roses ? Entre le délai extrêmement long avant sa mise en œuvre, la dernière réunion qui a eu lieu... hier !... pour une expertise soumise à notre examen... aujourd'hui, sans avoir reçu les documents au préalable !

Que dire de l'ordre du jour très chargé de cette séance, sans qu'aucun groupe de travail ne se soit tenu auparavant !

Que dire des rapports de visite de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail, que nous avons dû réclamer... et que nous n'avons toujours pas !

Que dire du dossier papier du CHSCT... que nous n'avons pas !

Il serait temps que les dérives du Val-de-Marne cessent : envoi des documents au fil de l'eau ou - pire - remise en séance, sans respecter les délais !

Nous vous le redisons donc à nouveau : **de qui se moque-t-on ?!**

Les agents de la DDFiP du Val-de-Marne se joignent à nous pour dénoncer ces restructurations, par le biais de la pétition qu'ils ont très largement signée (remise lors du CTL précité).

Ce mépris des agents se fait également au détriment de leur sécurité, puisque la DDFiP du Val-de-Marne vient de décider arbitrairement « pour raisons budgétaires » que seuls 6 sites bénéficieraient d'un vigile.

Or, lors de la réunion du 18 novembre avec les représentants syndicaux nationaux, le Directeur Général affirmait qu'« *il n'y (avait) pas lieu de tenir compte des contraintes budgétaires* ».

Ainsi, force est de constater que, selon vous, tous les agents du Val-de-Marne n'ont pas le droit à la même sécurité !

Voilà quelques unes des bien trop nombreuses raisons qui conduisent les représentants de Solidaires Finances, CGT Finances et FO Finances du Val-de-Marne à boycotter ce CHSCT.